

Q Rwanda

Paris, le 1 février 1993

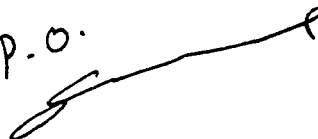
Monsieur Bruno DELAYE  
Conseiller à la  
Présidence de la République

Objet : document corrigé.

De la part de Jean CARBONARE.

Le texte (RAPPORT DE MISSION : "VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU RWANDA") que vous avez reçu plus tôt dans la journée comporte plusieurs erreurs de dactylographie.

Vous trouverez ci-joint ce texte corrigé. \*

P.O.  


\* Première page : paragraphe 7, lire HABYARIMANA (et non Habiyarimana).  
paragraphe 10, lire aucune autorité civile ou militaire (et non anciennes autorité civiles ou militaires).

**RAPPORT DE MISSION DE JEAN CARBONARE**  
**"VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU RWANDA"**  
**KIGALI - 7 AU 21 JANVIER 1993**

**Annexe n° 1 : Extraits du témoignage de Janvier AFRIKA, recueilli les 14, 18 et 19 janvier 1993.**

Nous avons eu l'opportunité d'enregistrer sur vidéo-cassette près de 6 heures d'entretien, avec Janvier AFRIKA actuellement incarcéré à la prison de KIGALI, et nous sommes actuellement en train de décrypter ce document qui est extrêmement intéressant en raison de la cohérence qu'il donne à certains événements de l'histoire actuelle du Rwanda.

Si cette confession doit être prise avec beaucoup de prudence, parce qu'elle implique les plus hautes autorités du pays, elle affirme, malgré tout, ce que nous avons entendu et aussi "lu entre les lignes" dans les témoignages reçus d'autre part.

Nous classerons dans notre enquête ces entretiens dans l'ULTRA CONFIDENTIEL en attendant de décider tous ensemble comment nous allons l'exploiter, compte tenu des risques majeurs encourus par ceux qui, de près ou de loin, ont été mêlés à ces rencontres.

Le 14 janvier 1993 : Philippe DAHINDEN, docteur en droit, membre du Conseil International des Juristes, et journaliste à la Radio-Télé Suisse, et moi-même, sommes allés à la prison centrale de Kigali où nous avons été reçus par le directeur, Monsieur MUTAMBUKA, à 16 heures. Nous lui avons dit notre désir de nous entretenir avec le détenu A.J. Notre demande fut reçue courtoisement, et nous avons pu interroger le prisonnier jusqu'à 18 heures.

Celui-ci s'est présenté : nom, prénom, commune d'origine. Il nous a dit ensuite qu'il était en état d'arrestation depuis le 15 septembre 1992. Les raisons de son incarcération sont liées à un délit de presse.

Ensuite, il nous a raconté son itinéraire de la SABENA aux Escadrons de la Mort, faisant soigneusement inscrire par l'interprète tous les noms des chefs sur mon cahier de notes :

HABYARIMANA Juvénal, NZIRORERA Joseph, SAGATWA Elie, RWABUKUMBA Séraphin, SERUBUGA Laurent, Major NKUNDIYE, NSENGIYUMVA Anatole, ZIGIRANYIRAZO Protais, Colonel BAGOSORA, le député RUCAGU Boniface, le ministre BIZIMUNGU, le capitaine SIMBIKANGWA, MUGESERA Léon, NGIRUMHASTE Mathieu, NDUWAYEZU, HABİYAMBERE Joseph, NTLIVAMUNDA Alphonse, Madame RUSHINGABIGWI Chantal, Docteur LIWIMANA - ceci pour l'essentiel.

A.J. participait à des réunions et était ensuite chargé de l'exécution de certaines décisions.

Les réunions se tenaient la nuit "à la synagogue" chez le capitaine SIMBIKANGWA.

Les décisions prises devaient être exécutées sans discussion de la part d'aucune autorité civile ou militaire.

Concernant le massacre de tous les Bagogwes, voici ce qui fut décidé :

1. Responsables de l'opération : le préfet de Ruhengeri : NZABAGARAZA, Joseph ; le préfet de Gisenyi : BIZIMUNGU, Come ; NZIRORERA, Joseph ; BIZIMUNGU, Casimir (actuel ministre de la santé) ; le député de Ruhengeri : RUCAGU, Boniface.

2. les chefs opérationnels : Les bourgmestres.

Ils devront :

- établir les listes des Bagogwes-tutsis,
- chercher un appui dans la population,
- demander aide aux militaires,
- obtenir le concours des milices des MRND et CDR.

Kigali enverra des équipes de milices du MRND pour faire démarrer les opérations. Les bourgmestres seront chargés de l'accueil et de l'intendance de ces milices.

3. A.J. était chargé : d'expédier des armes blanches (machettes ...) et de l'essence aux milices politiques, et de contrôler les résultats en cours d'opération. Il nous a dit, entre autre, avoir contrôlé fin janvier les bourgmestres KAJELIJELI, de Mukingo et GASANA de Kinigui où nous venions d'effectuer des fouilles et d'exhumer des corps. Ses informations recoupaient exactement les témoignages reçus et les opérations conduites sur le terrain.

Au cours de ce premier et long entretien, il a à un moment cité le nom d'un responsable des milices du MRND de Kigali "chargé de mission". Il s'agissait "du Zaïrois". Or, quelques jours plus tôt, nous avons noté le même nom lors du témoignage d'un jeune homme de la commune de Kicukiro qui nous racontait le meurtre du sergent-major MUNYEMPANZI, commis le 11 novembre 1992, sur ordre du sous-lieutenant TURASTINZE de la garde présidentielle.

A.J. a également mentionné une des activités des "Escadrons de la mort" qui consistait à faire disparaître en douceur les gêneurs "d'un certain niveau". Ces derniers sont empoisonnés à l'aide d'un produit qui vient de Hong-Kong et qui bloque rapidement les reins des victimes sans laisser la moindre trace. C'est ZIGIRANYIRAZIO qui est chargé de cette tâche.

Il est intéressant de noter que la mission était accompagnée par un médecin légiste belge, qui s'est rendu à l'hôpital de Kigali pour vérifier les dossiers de deux décès suspects : le major MUSHIRWA, François, 37 ans ; et le commandant RWANYGASORE, Innocent, 46 ans. Les deux dossiers mentionnent la même cause de décès : "insuffisance rénale aigüe".

A.J. nous a ensuite longuement raconté, avec force détail, comment furent organisées des opérations spéciales : incendies de la forêt du Gikongoro ; l'assassinat de GATTERA David, jeune frère de MUGENZI, président du P.L. et d'autres opérations de massacres, incendies etc... dans d'autres régions et toujours avec les mêmes méthodes.

Aux deux heures d'entretien du 14 janvier se sont ajoutées 3 heures le 18 janvier, puis 1 heure le 19 janvier. Peu à peu, les vidéo-cassettes livrent leur contenu - dont une partie était déjà connue - et qui, pour notre interprète (A.J. parlait en Kinyarwanda) reconstituait avec une grande cohérence, une histoire dont on ne possédait que des fragments, et dont jusqu'alors on ne comprenait pas toujours le sens.

Une grande profusion de noms, lieux, événements, mécanismes de financements, d'exécutions etc.. sont à classer et à vérifier. Cela demandera du temps, et aussi des moyens. Nous verrons ensuite comment tout ceci sera exploité dans le rapport que nous allons publier à partir de toutes les informations et témoignages recueillis.

**Annexe n° 2 : Témoignage du Père Joaquim VALLMAJO recueilli au cours de la journée du 20.01.1993.**

Le Père VALLMAJO est depuis 22 ans au Rwanda. Il parle parfaitement la langue du pays et connaît toute la population de la région de BYUMBA. Très apprécié par cette population, il a dirigé plusieurs paroisses dans cette zone et les détails de son histoire récente lui sont très familiers.

Nous avons eu l'occasion de passer la journée du 20 janvier 1993 ensemble, et le père VALLMAJO me servit de chauffeur, de guide et d'interprète.

Voici l'essentiel de son témoignage.

- Il a vécu pratiquement tous les événements depuis l'attaque d'octobre 90, en suivant le flux et le reflux de certaines paroisses, qui se sont achevés dans les camps de déplacés de la zone de KINYAMI.

- il a vécu aussi "la bataille de BYUMBA" et fut un témoin oculaire du pillage de la ville par l'armée rwandaise avec déménagement par camions entiers du butin ramassé dans la ville.

- D'après les nombreux témoignages et confessions que le Père a reçus, il en a déduit ce qui suit :

1/ les souffrances des populations déplacées vont au delà de ce que l'on peut imaginer : assassinats, viols, pillages etc. . . commis par des militaires rwandais dans la zone des camps. A ceci s'ajoutent la faim, la maladie (malaria, gale . . .), le manque d'eau, des conditions sanitaires déplorables, et aussi la séparation des familles douloureusement vécue.

2/ Ceux qui veulent essayer de rentrer dans la zone tenue par le F.P.R. prennent un double risque : celui d'être considérés par l'armée rwandaise comme complices ou amis des rebelles, et celui de l'accueil qui leur sera réservé de l'autre côté.

3/ Concernant les exactions commises par le F.P.R., après avoir cru les vérités officielles, et tout en disant très clairement que "ceux d'en face ne sont pas des saints" - et qu'il croit vrais certains faits qui leur sont imputés - il a reçu ensuite des témoignages qui "posent certains points d'interrogation et qui introduisent, selon ses propres mots, "une confusion".

Cette confusion proviendrait de groupes irréguliers venant de l'Ouganda pour piller les maisons, les récoltes, les troupeaux abandonnés par les populations. Ces irréguliers sont également armés et se heurtent parfois la nuit à des paysans qui prennent de grands risques en essayant de récupérer une partie de leurs biens.

Ces mêmes "points d'interrogation" ont été rappelés par le père Jef VLEUGELS que nous avons rencontré le 20 au soir et qui, lui aussi, avait ses certitudes et ses doutes.

4/ Après plus de vingt années passées dans le pays, le père VALLPAJO pense que le pouvoir actuel est "allé trop loin" dans la violence et toutes les violations des droits de l'homme pour "faire marche arrière". La seule voie qui lui reste est de s'enfoncer encore davantage dans cette violence en mettant le pays à feu et à sang, et en sabotant tous les accords ou tentatives de rapprochement et d'apaisement.

Nous avons noté, tout au long de la journée, des violations des droits de l'homme qui seront détaillées dans le rapport général et que l'on peut imputer aux acteurs du terrain : armée rwandaise, F.P.R., milices politiques et groupes irréguliers.

Il paraît souhaitable qu'une commission d'enquête puisse se rendre sur place pour recueillir les témoignages des deux prêtres et de la population, et vérifier ce qui précède.